

PROJET DE RÉSOLUTION DU 62^e CONGRÈS DE L'UNEF

Ce projet de résolution, instrument de discussion dans la préparation du 62^e Congrès de l'U.N.E.F., est destiné à être amendé par les comités d'action et militants de l'U.N.E.F.

Une plate-forme de négociations lui sera adjointe après discussion et adoption par le congrès.

Pour sortir l'Université de l'impasse :

Appliquer les solutions de l'UNEF

A. LA SITUATION DES ETUDIANTS ET DE L'UNIVERSITE :

1) ETRE ETUDIANT AUJOURD'HUI

Les étudiants ne constituent pas une catégorie privilégiée de la population. Comme elle, ils connaissent l'incertitude quotidienne et l'inquiétude pour l'avenir. S'il est vrai que leur origine sociale confère aux étudiants une certaine hétérogénéité, la grande majorité d'entre eux a en commun des motifs de mécontentement à chaque moment de leur vie d'étudiant. Comme jeunes, ils subissent les pressions exercées sur toute la jeunesse, qui les conduisent à vivre dans des conditions difficiles ; comme étudiants ils doivent chaque jour lutter pour mener à bien leurs études, les poursuivre jusqu'à leur terme, et obtenir un métier.

a) Comment vit un étudiant en 1975 ?

Les hausses générales du coût de la vie, auxquelles s'ajoutent les hausses particulières des tarifs des œuvres universitaires, des droits d'inscription, du matériel universitaire, frappent durement le budget de l'étudiant.

L'étudiant se voit contraint de rogner sur tout ce qui ne lui est pas absolument indispensable pour poursuivre ses études. Selon une enquête de l'UNEF, 60 % des étudiants vivent avec moins de 500 F par mois. L'étudiant fait des économies sur sa santé, ses loisirs, quand ce n'est pas sur sa nourriture ou son habillement. Il loge le plus souvent dans des conditions d'hygiène lamentables, et pourtant 30 % des étudiants payent un loyer compris entre 300 et 500 F.

La même enquête montre que le salariat étudiant est la principale manifestation de la sélection sociale à l'université : 54 % des étudiants sont salariés et 11 % sont en quête d'un emploi, un quart travaillant la nuit, et 85 % d'entre eux travaillant toute ou partie de leurs vacances scolaires. On ne s'étonnera pas dans ces conditions que deux étudiants sur trois sortent de l'université sans diplôme, et qu'un étudiant sur deux quitte l'université avant la fin du premier cycle.

b) Faire ses études : un problème quotidien !

Etudier dans de bonnes conditions relève aujourd'hui de l'exploit. Le manque de professeurs, d'assistants, provoque la surcharge des amphithéâtres, des T.D., suscite le découragement et l'absentéisme aux cours. Les bibliothèques ne disposent pas en nombre suffisant des livres les plus fondamentaux. Les laboratoires scientifiques ne permettent pas aux étudiants de

faire toutes les expériences nécessaires à leurs études. Les laboratoires de langues sont en nombre notablement insuffisant.

Les modalités actuelles du contrôle des connaissances constituent autant de barrières sélectives destinées à dissuader la grande majorité des étudiants de poursuivre leurs études. Quant au contenu de l'enseignement, il apparaît de plus en plus aux étudiants comme coupé de toute réalité, inapte à les préparer à la vie professionnelle.

c) Les étudiants sont inquiets pour leur avenir !

Les étudiants sont inquiets pour leur avenir. Ils sont à l'université pour être formés et obtenir un métier, et c'est par milliers que se comptent les diplômés qui ne trouvent pas de travail correspondant à leur qualification. L'étudiant diplômé et chômeur devient l'image de marque de l'université d'aujourd'hui.

Près de 30 % des étudiants munis d'un DUT ne trouvent pas d'emploi dans l'année qui suit l'arrêt de leurs études.

De 40 à 50 % des étudiants possesseurs d'une licence de lettres sont encore maîtres-auxiliaires, cinq ans après l'obtention de leur diplôme. Les étudiants reconnus aptes au CAPEPS se voient malgré tout écartés des postes titulaires. Des dizaines de milliers en CAPES et AGREG échouent à ces concours faute de postes créés.

2) LA SITUATION DES UNIVERSITES EST DRAMATIQUE

D'Amiens à Jussieu, de Nancy à Orsay, de Strasbourg à Vincennes, de Rouen à Grenoble, il n'est pas d'université en France, qui ne se débâte contre l'asphyxie budgétaire. La pénurie qui caractérise la situation des universités alimente la dégradation des conditions d'études : le chauffage est restreint, voire supprimé, les crèches inexistantes, les locaux trop petits ou vétustes.

Ce sont les études de centaines de milliers d'étudiants qui sont compromises, la formation de milliers d'ingénieurs, de médecins, de professeurs, de juristes, de techniciens, qui est mise en question, la recherche qui est sacrifiée.

Malgré la protestation de nombreux présidents d'universités, et de conseils de gestion, le budget 1975 est pratiquement resté identique à lui-même : un budget d'austérité et de régression, de croissance zéro dans les domaines scientifiques et culturels, alors qu'il faudrait 300 millions de francs supplémentaires pour répondre aux besoins des universités.

Quoi d'étonnant alors, à ce que de plus en plus d'étudiants se demandent ce qu'il font à l'université quand celle-ci ne leur assure ni la possibilité d'étudier dans des conditions normales, ni une garantie pour l'avenir ?

3) L'UNIVERSITE NE PEUT PAS JOUER SON ROLE

L'université est dans l'impasse ! Elle n'assure plus son rôle dans la vie du pays : former les cadres à tous les niveaux — dont la France a besoin.

Les besoins du pays exigent le développement des formations supérieures, l'augmentation du nombre d'étudiants et la démocratisation du recrutement dans les universités.

On manque de médecins et le numerus clausus élimine des milliers d'étudiants dès la première année.

On manque d'enseignants et le ministère refuse d'augmenter le nombre de postes aux concours. Pire, cette année, il y aura encore mille postes de moins que l'an passé, et il est prévu la suppression totale dans certaines disciplines.

On manque de professeurs en éducation physique et sportive, et M. Mazeaud refuse de porter à 3.000 les postes au CAPEPS. On manque d'ingénieurs, de techniciens, et on poursuit la coupure entre les grandes écoles et l'université, tandis que les DUT et BTS ne sont toujours pas reconnus dans les conventions collectives, et que le ministère se refuse à créer de nouvelles maîtrises de sciences et techniques. C'est un gâchis considérable qui se fait ainsi, au détriment des intérêts des étudiants comme de l'ensemble de la population.

B. IL FAUT EN FINIR AVEC L'UNIVERSITE - SOISSON !

Cette situation, ce ne sont ni les étudiants, ni les enseignants, ni le personnel administratif qui l'ont créée.

Elle est le résultat de la politique universitaire menée depuis des années par les différents ministres de l'Education Nationale avec l'accord des gouvernements correspondants !

L'asphyxie des universités, le refus d'augmenter substantiellement le nombre et le taux des bourses, la mise en place de barrières sélectives, le déficit des œuvres universitaires, les tentatives d'étranglement de la MNEF, ce sont eux qui en sont les premiers responsables.

Avec M. Soisson, c'est une nouvelle étape du démantèlement des universités qui s'amorce. Sous couvert d'une politique d'austérité, c'est en fait la remise en cause du service public qu'est l'Université que le Secrétaire d'Etat est en train d'amorcer. Non seulement rien n'est fait pour améliorer la situation actuelle, mais c'est au contraire un véritable assaut qui se prépare avec force démagogie contre l'université et les étudiants, et qui vise particulièrement quatre secteurs : l'aide sociale aux étudiants, le financement des universités, la formation des étudiants, et la mise en place d'une carte universitaire.

1) L'AIDE SOCIALE AUX ETUDIANTS

Sous prétexte de rééquilibrage de l'aide sociale en faveur des étudiants « qui en ont réellement besoin ».

M. Soisson veut en fait supprimer pour 85 % d'entre eux l'aide indirecte de l'Etat, par l'intermédiaire d'une transformation des CROUS en brasseries universitaires pour les restaurants et en logements de type hôtelier pour les cités. Cette suppression s'accompagnerait d'une augmentation au départ déguisée, mais substantielle, des tarifs en cours et aboutirait à terme à la prise en charge par des firmes privées de tout le secteur des CROUS qui représentent un marché de près d'un million de personnes !

Quant à « l'aide directe modifiée », elle serait attribuée à une petite minorité pratiquement équivalente à celle qui bénéficie aujourd'hui des bourses.

L'objectif est simple : faire des économies sur le dos du plus grand nombre en supprimant, pour tous, les œuvres universitaires et en se contentant d'aider une minorité. Or, ce ne sont pas 17 % d'étudiants au lieu de 12 % qu'il faut aider mais, dans l'état actuel, près de 60 % des étudiants !

La suppression des œuvres universitaires nuirait gravement à des dizaines de milliers d'étudiants et aboutirait à des départs massifs, le coût des études devenant insupportable ! C'est là une atteinte grave au statut de l'étudiant, un retour de trente années en arrière sur cet important acquis du mouvement étudiant.

2) LE BUDGET DES UNIVERSITES

La pénurie actuelle des universités semble sans doute insuffisante au Secrétaire d'Etat. Voilà maintenant en effet, qu'il veut ajouter dans la détermination des budgets des facultés, aux critères traditionnels que sont le nombre d'étudiants et la surface des locaux, un critère « subjectif » laissé à sa seule appréciation, portant sur « l'intérêt de l'enseignement délivré ».

L'orientation est claire. M. Soisson veut avoir la possibilité de développer certaines universités particulièrement bien adaptées aux besoins du patronat, au niveau local ou national, et maintenir les autres dans leur état de lente asphyxie. L'arbitraire permettrait donc de dispenser à Compiègne ce qu'on refuserait à Vincennes ou Villetaneuse, ou Aix-Marseille I, contraignant ainsi la plupart des universités, sous couvert d'autonomie, à trouver autre part les moyens de financement pour aboutir, comme le dit M. Soisson à « des universités autonomes, financées non seulement par l'Etat, mais aussi grâce aux contrats passés avec les industries et les diverses organisations régionales, des universités prestataires de services ».

3) LA FORMATION DES ETUDIANTS

Le premier objectif du Secrétaire d'Etat aux universités est de limiter l'afflux des étudiants à l'université. Pour cela il met en cause le baccalauréat comme premier grade universitaire, transforme la termi-

nale en préparation à l'Université dont il souhaite qu'elle mette en place des concours d'entrée d'un niveau élevé. La licence en deux ans constituerait le principal palier sélectif pour éliminer le maximum d'étudiants; un deuxième cycle serait mis en place qui ne donnerait aucune formation professionnelle, et découragerait donc un grand nombre d'étudiants de s'y engager; enfin un troisième cycle étroitement spécialisé sans liaison avec la recherche compléterait la pyramide.

4. LA MISE EN PLACE DE LA CARTE UNIVERSITAIRE :

Sous prétexte de « décentralisation et de rééquilibrage des universités parisiennes », M. Soisson veut mettre en place une carte universitaire, qui lierait les universités aux régions-programmes. Les diplômes délivrés dans ces universités porteraient une mention caractérisant chaque type d'université, et chaque diplôme.

On aboutirait ainsi, à mettre en place un système d'universités concurrentielles, s'opposant les unes aux autres en fonction des intérêts économiques régionaux et des groupes de pressions existants, aboutissant à un financement des plus « compétitifs » et à l'asphyxie des autres, et à la création de diplômés conditionnés par les besoins du patronat local ou régional, perdant toute valeur nationale. L'ensemble s'effectuerait au détriment de la formation des étudiants réduite à un savoir-faire intéressant immédiatement le patronat, et de la recherche réduite à une technologie immédiatement rentable.

La contractualisation des enseignants du supérieur telle que la prévoit M. Soisson compléterait cette mise en cause de l'Université comme grand service public.

Bien loin de l'harmonisation souhaitable et du développement parallèle des universités, en liaison avec la vie économique du pays, c'est l'assujettissement de l'Université à l'industrie régionale qui nous est ainsi proposé par cette carte universitaire.

5. LES METHODES DE M. SOISSON !

L'opposition grandissante que rencontrent ses projets parmi les étudiants et les universitaires inquiètent le secrétaire d'Etat, au point qu'il a dû retarder l'échéance de leur parution. Tous les moyens lui sont néanmoins bons pour faire passer dans les faits sa politique.

Ne possédant aucun soutien organisé à l'Université, c'est à l'Union Nationale des Etudiants de France en particulier qu'il s'en prend directement.

Ainsi, à Nancy, il fait casser les résultats des élections universitaires de six unités d'enseignement et de recherche. A Toulouse, il tente d'instaurer — en en faisant une expérience de caractère nationale — un scrutin direct qui aboutit à limiter la présence des élus étudiants.

Il refuse d'accepter une représentation de l'UNEF au Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (CNESER), il tente d'imposer dans certains conseils, en violation de la loi d'orientation, des représentants du patronat pour mieux les contrôler, comme il l'a fait à Compiègne. En fait, c'est un véritable sabordage de la Loi d'Orientation concernant la représentation étudiante qu'il tente !

Derrière le masque du libéralisme, c'est en fait l'autoritarisme qui constitue la ligne de conduite de M. Soisson.

Le Secrétaire d'Etat aux Universités veut réaliser le rêve de tous ses prédécesseurs : réduire la prise en charge par

l'Etat des universités tout en adaptant celles-ci aux besoins du grand patronat. Pour cela, il s'agit de réduire la durée des études en multipliant les inégalités sociales, réduire la formation dispensée en liquidant notamment toutes les matières jugées « non rentables », aboutir à la notion de « savoir minimum pour chaque Français » qui remplacerait celle de « scolarité obligatoire », justifier ainsi la limitation du nombre des étudiants à l'Université.

C'est là une politique dangereuse et néfaste pour les étudiants, pour l'Université et pour le pays, que M. Soisson veut mettre en place.

Il faut y mettre un terme et répondre aux revendications des étudiants. Une autre orientation est possible à l'Université, d'autres solutions existent qu'il faut appliquer.

C. D'AUTRES SOLUTIONS SONT POSSIBLES

I. CE QUE VEULENT LES ETUDIANTS DE FRANCE.

Les conséquences de la situation qui est faite à l'Université sont très graves pour les étudiants. Ceux-ci sont en droit de réclamer une autre vie d'étudiant : des conditions d'existence décentes, une formation de qualité à finalité professionnelle, un débouché à leurs études.

1. ETRE ETUDIANT A PART ENTIERE :

« L'étudiant doit-il travailler pour payer ses études ? Non ! Le travail salarié est incompatible avec les études ». Cette phrase tirée des conclusions des travaux de la commission Mallet (1969) est claire et affirmative. Il est impossible aux étudiants de bien étudier, s'ils doivent passer, pour la majorité d'entre eux, plus de la moitié de leur temps en travail salarié souvent sans aucun rapport avec leurs études. C'est leur travail personnel, leur présence aux cours, en travaux dirigés qui s'en trouvent remis en cause.

Pour que tous les étudiants le soient à part entière, qu'ils puissent avoir le temps de travail, de réflexion, d'échanges nécessaires pour s'assurer une bonne formation, une aide sociale réelle doit être apportée à tous ceux qui en ont besoin. Ce refus du travail salarié imposé aux étudiants pour subvenir à leurs besoins n'est pas contradictoire avec la nécessité d'ouverture des études avec la vie active qui doit se manifester par l'existence de stages intégrés dans l'enseignement reçu. Il est avant tout refus du gâchis de nos études.

2. AVOIR UN ENSEIGNEMENT DE QUALITE !

Ces conditions créées doivent permettre aux étudiants de mieux recevoir l'enseignement dont la qualité ne doit cesser d'augmenter. « L'étudiant doit être en mesure de s'orienter vers la profession de son choix et par conséquent s'inscrire dans l'U.E.R. correspondante ; toute sélection (ou Numérus Clausus) à l'entrée de l'enseignement supérieur est de ce fait exclu » (Commission Mallet 1969). Ce Numérus Clausus ne doit pas plus exister au niveau de l'entrée dans les cycles supérieurs afin de permettre à chaque étudiant le libre choix de l'approfondissement de sa formation ; Formation dont la qualité est liée à l'existence de moyens modernes, de crédits d'encadrement dont les universités doivent être suffisamment dotés.

3. L'UNIVERSITE POUR UN METIER !

Cette formation de qualité doit déboucher sur l'obtention d'un diplôme universitaire

monnayable sur le marché du travail et reconnu par les conventions collectives des secteurs publics et privés. Il faut en finir avec les scandales actuels qui laissent tant d'étudiants sans diplôme, ou pire, tant de diplômés sans travail. Les diplômes universitaires doivent être une garantie pour l'avenir. La valeur de ceux-ci ne doit dépendre ni du nombre de reçus ni de la formation courte ou spécialisée qu'il sanctionne mais seulement de l'amélioration des conditions de vie et d'étude des étudiants, de la qualité d'un enseignement lié à la vie, au développement des sciences et à la recherche, et à l'acquisition à l'Université d'une formation professionnelle.

II. D'AUTRES SOLUTIONS SONT POSSIBLES, CELLES DE L'U.N.E.F.

Etre étudiant à part entière, être bien formé et avoir un métier sont les trois thèmes principaux qui sont au cœur des luttes des étudiants.

L'U.N.E.F. propose des solutions pour sortir l'Université de l'impasse et satisfaire les revendications des étudiants.

1. POUR AIDER REELLEMENT LES ETUDIANTS : L'ALLOCATION D'ETUDES !

Afin de supprimer le salariat étudiant et apporter une aide conséquente à tous les étudiants qui en ont besoin, l'Allocation d'étude doit être la principale forme d'aide directe. Attribuée sur critères sociaux pour le premier cycle, sociaux et universitaires pour le 2^e cycle et universitaire pour le 3^e, indexée sur le coût de la vie, exonérée d'impôts, l'allocation d'étude serait attribuée à un nombre bien supérieur à celui des boursiers actuels. Son taux supérieur correspondrait au budget type d'un étudiant qui vit seul pendant les 12 mois d'une année et qui bénéficie des services du C.R.O.U.S.

Outre cette aide directe qui faciliterait l'accès à l'Université des couches les plus modestes de la population, l'aide indirecte doit non seulement être conservée mais étendue. Celle-ci constitue une aide complémentaire indispensable pour tous les étudiants. Elle permet d'établir une structure d'accueil, un cadre propice et nécessaire au bon déroulement des études. Que ce soient les restaurants universitaires dont les prix du repas doivent être bloqués et le contenu du plateau amélioré en qualité et en calories, ou que ce soient les Cités universitaires dont le nombre de chambres proposées doit se voir multiplié, les services des C.R.O.U.S. doivent être sensiblement améliorés. La suppression de la T.V.A., la prise en charge intégrale par l'Etat des salaires du personnel sont des mesures qui résorberaient leur déficit actuel et conditionnent cette amélioration nécessaire.

En ce qui concerne les questions de santé et d'hygiène des étudiants, de nombreuses initiatives sont à prendre pour aider dans ce domaine les étudiants. En particulier la mutuelle étudiante (M.N.E.F.) doit être dotée de moyens conséquents pour lui assurer un équilibre financier et le développement de son activité sociale en direction de tous les étudiants. En ce sens le régime unique de Sécurité Sociale doit être maintenue à l'Université et les mutuelles privées supprimées.

Enfin la vie sportive et culturelle doit être développée dans les facultés ainsi que l'animation culturelle sur les campus universitaires.

2. FORMER MIEUX LES ETUDIANTS : UN BUDGET DECENT !

La qualité de l'enseignement dispensé à l'Université est conditionné par une pre-

mière évidence : l'augmentation des crédits de fonctionnement et d'équipement alloués aux universités. Celle-ci doit permettre la création de postes d'enseignants et d'assistants suffisants pour assurer les cours et T.D. dans des conditions pédagogiques les meilleures (25 étudiants maximum par T.D.). Une augmentation de la part du budget de l'Etat réservé aux Universités doit permettre la dotation des Centres universitaires de moyens modernes tels que l'audio-visuel, les laboratoires de langues, les bibliothèques, les centres de photocopies gratuits...

Un véritable contrôle continu des connaissances sanctionnant un enseignement dont la liaison avec la vie doit être un motif d'enrichissement permanent, doit prendre la place du système actuel qui multiplie les examens déguisés en « partiels », qui limite la formation à un véritable bachotage.

3. FORMER LES ETUDIANTS A UN METIER, GARANTIR LES DIPLOMES ! CREER LES POSTES NECESSAIRES

La valeur nationale des diplômes universitaires doit être conservée. De nouvelles filières créées, en particulier en lettres et sciences par la création de maîtrises de sciences et techniques. Les titres d'ingénieurs doivent être délivrés par l'Université. La formation des maîtres intégrée à l'Université doit répondre aux besoins du pays en enseignants, leur assurant une formation scientifique et pédagogique de haut niveau.

4. LUTTER POUR CES SOLUTIONS :

a) Ces solutions sont réalistes :

Ces solutions proposées par l'U.N.E.F. permettent de sortir l'Université de l'impasse dans laquelle l'a mise la politique du gouvernement. Ces solutions sont réalistes et applicables immédiatement. Il faut contraindre M. Soisson à les appliquer. Pour cela la lutte unie et permanente des étudiants est nécessaire, multipliant leurs actions avec leur syndicat pour l'amélioration de leurs conditions de vie, pour l'accroissement des moyens donnés aux universités et pour assurer un avenir qu'ils sont en droit d'attendre de l'Université.

b) Elles répondent aux besoins du pays :

Non seulement applicables immédiatement, ces solutions répondent aux besoins de notre pays. En effet, la France, pays riche, moderne, face aux progrès scientifiques et techniques, a besoin d'assurer un relèvement constant du niveau de connaissances et de culture de l'ensemble de la population. L'Université est le moyen le plus efficace d'y contribuer. L'économie moderne multiplie sans cesse les besoins en spécialistes de tous genres dont la formation doit être assurée par l'Université.

C'est dire que l'Université est un investissement rentable pour la nation et que les revendications des étudiants dépassent leur propre intérêt et concernent l'ensemble de la population.

c) Pour la satisfaction durable des revendications :

Mettre l'Université au service des besoins du pays nécessite une politique à l'opposé de celle pratiquée aujourd'hui. Ainsi pour la satisfaction durable de nos revendications, une autre politique est souhaitable et nécessaire, celle définie par le programme commun de gouvernement, qui permettrait l'application de nos solutions et qui bénéficie d'ores et déjà du soutien de la moitié de la population.

Pour des luttes victorieuses :

Unir les étudiants dans l'UNEF

I. UNE ANNEE DE LUTTE

A. LES ETUDIANTS DEVELOPPENT DES LUTTES PUISSANTES

Depuis le 61^e congrès de l'U.N.E.F., des luttes extrêmement puissantes ont été engagées par les étudiants.

Que ce soit pour l'amélioration de leurs conditions de vie (manifestation du 6 décembre 73, boycotts des restaurants universitaires, élections aux C.R.O.U.S.) ou la mise en échec des projets sélectifs du ministère (journées nationales d'actions des 20 et 28 février 74 contre le Plan Fontanet), que ce soit pour obtenir une réelle formation supérieure et accroître les débouchés (grève des I.U.T., « marche » des étudiants en éducation physique, actions engagées pour les postes en CA PES-AGREG, luttes en architecture, en préparatoire et en médecine, etc.) ou pour arracher les universités à l'asphyxie budgétaire (Grenoble, Poitiers, Amiens, Rouen, Paris VII-Jussieu, Paris XIII - Ville-taneuse, Paris VIII Vincennes, etc.), les étudiants ont, à chaque moment, mis en échec les mesures du gouvernement, organisé la riposte pour obtenir satisfaction sur leurs revendications, imposé la prise en compte de leurs solutions.

Les étudiants ont participé également aux côtés des travailleurs et de la population à chaque grande riposte nationale contre les projets du gouvernement et pour le progrès social (contre la « vie chère » le 6 décembre 73, pour des changements démocratiques en mai 74, contre le démantèlement de la Sécurité Sociale en septembre dernier, pour la garantie de l'emploi le 19 novembre dernier).

Dans la lutte pour des changements démocratiques profonds et durables les étudiants se sont massivement exprimés dans le soutien et le vote pour le candidat commun des partis signataires du programme commun lors des élections présidentielles de mai dernier.

D'autre part les étudiants ont pris une part active, soit par des initiatives propres, soit au sein de « collectifs nationaux », dans l'expression de la solidarité internationale avec les étudiants et les peuples du monde entier en lutte pour la paix et l'indépendance en particulier avec les étudiants et les peuples d'Indochine et du Chili.

B. LES ELECTIONS UNIVERSITAIRES : UN MOUVEMENT D'UNE AMPLIEUR SANS PRECEDENT

Les élections universitaires 1974-75 ont été l'occasion d'un puissant mouvement à l'Université. Avec 60 % des suffrages exprimés, l'U.N.E.F. devient majoritaire au plan national et double ses voix par rapport à l'année précédente. Elle progresse dans tous les domaines et devient pour la première fois majoritaire en droit, et première organisation en médecine. Cette progression est d'autant plus significative qu'elle s'accompagne d'une augmentation de la participation au vote de plus de 10 %.

A cette occasion, par dizaine de milliers, les étudiants se sont prononcés contre la situation qui leur est faite et en faveur de solutions propres à changer leur vie d'étudiant. C'est la manifestation d'un

niveau de conscience et de combativité jamais atteint jusqu'ici. Il s'agit là en effet d'un mouvement profondément revendicatif. Plus encore le vote en faveur des candidats présentés par l'U.N.E.F. est un acte syndical d'un niveau élevé.

Ces résultats témoignent de l'autorité nouvelle et de la confiance accrue dont le syndicat bénéficie aujourd'hui parmi les étudiants.

De ce point de vue, on peut dire que les élections universitaires marquent un progrès qualitatif dans le caractère des luttes des étudiants.

C'est la première grande riposte des étudiants groupés de manière consciente et cohérente autour de leur syndicat avançant des solutions nationales, face aux pouvoirs publics.

Enfin, le succès de l'U.N.E.F. aux élections universitaires modifie le rapport des forces à l'université dans un sens favorable aux étudiants et à leurs revendications. La bataille menée par le pouvoir pour en diminuer la portée en est l'illustration.

C. LES CARACTERISTIQUES NOUVELLES DES LUTTES DES ETUDIANTS

Les caractéristiques nouvelles des luttes analysées lors du 61^e congrès de l'U.N.E.F. se sont confirmées au long de l'année 1974 tant en ce qui concerne la dénonciation des vrais responsables, la volonté de changement que la volonté de s'organiser et la recherche d'un soutien auprès des autres catégories de la population.

Ces caractéristiques nouvelles découlent de l'existence et du développement du syndicat depuis plusieurs années. Il a contribué puissamment à la maturation du mouvement étudiant.

L'U.N.E.F. a permis à chaque étape de la lutte la capitalisation des acquis du mouvement étudiant face au gouvernement. Elle a fait progresser le niveau de conscience des étudiants dans chaque lutte.

Ainsi depuis le 61^e congrès, les luttes ont progressé en ampleur et en qualité. Elles se sont développées au niveau de chaque secteur de l'Université, au plan local comme au plan national. Le niveau des revendications s'est élevé. Leur contenu est plus positif. La nécessité d'une lutte d'ensemble susceptible d'imposer la mise en œuvre de solutions nationales est de mieux en mieux perçue tout en améliorant l'adaptation de l'organisation des luttes aux conditions spécifiques de telle ou telle catégorie d'étudiants ; la nécessité d'une lutte permanente pour la défense quotidienne des intérêts des étudiants ont progressé considérablement.

La notion de syndicat a elle-même progressé. La volonté de s'organiser pour se défendre devient reconnaissance de la nécessité de recourir au syndicat.

Ces caractères nouveaux se sont affirmés tout au long de l'année 1974. Les élections universitaires en sont l'illustration la plus éclatante.

D. LES LIMITES ACTUELLES DU MOUVEMENT ETUDIANT

Dans le même temps, le mouvement étudiant rencontre encore un certain nombre de limites tenant à ses caractéristiques propres et à la bataille que mène M. Soisson contre lui.

La volonté de s'organiser, le recours au syndicat, la participation à l'action sous sa direction ne se traduisent pas encore spontanément en volonté de s'organiser au sein même du syndicat. Il existe encore aujourd'hui une difficulté des étudiants à s'organiser dans leur masse de façon permanente.

Un grand nombre d'étudiants cède au découragement comme en témoigne le pourcentage d'abandon des études, ou recherche un remède à leur difficulté dans des solutions individuelles.

Ces limites découlent aussi de la bataille de Soisson sur le terrain des idées et orientée directement contre l'U.N.E.F. La volonté de diviser les étudiants, la tentative d'opposer à l'U.N.E.F. une organisation nationale à sa dévotion sont des éléments de cette pression ; freiner le rassemblement des étudiants dans l'U.N.E.F.

Au niveau même de l'action, les luttes ont encore trop le caractère d'un refus d'une situation, d'une certaine politique plutôt que l'exigence de voir appliquée telle solution. Cette limite se ressent dans la difficulté à formuler des revendications unificatrices et nationales.

E. CONTRAINDRE LE GOUVERNEMENT A LA NEGOCIATION

Les étudiants restent la seule catégorie socio-professionnelle pour laquelle n'existent pas de négociations permanentes avec le gouvernement. Ceci est un handicap certain à la mise en place de solutions proposées par les étudiants. L'argument trop souvent avancé selon lequel il n'y aurait pas d'interlocuteur valable ne tient plus au regard des résultats des élections universitaires. Soisson doit reconnaître l'existence d'un syndicat majoritaire à l'Université. L'attitude autoritaire d'un gouvernement qui décide de tout au mépris de l'opinion des intéressés doit cesser. Les solutions des étudiants pour sortir l'Université de l'impasse dans laquelle la politique du gouvernement l'a conduite, doivent être discutées, négociées entre le gouvernement et les mandataires des 60 % des étudiants qui se sont exprimés lors des dernières élections universitaires.

Oui, le gouvernement doit négocier, la force des étudiants doit l'y contraindre. C'est dire que nous devons tout faire pour développer des luttes puissantes, larges, déterminées. Nous avons, au sortir de ces élections universitaires la responsabilité de conduire jusqu'au bout ce mouvement revendicatif déjà puissant, de le grossir, de l'élargir, bref de réunir toutes les conditions pour imposer au gouvernement la prise en compte de nos revendications.

II. L'U.N.E.F. OUVERTE A TOUS

Depuis le 59^e congrès de l'U.N.E.F. qui a consacré sa rénovation, le syndicat étudiant a franchi une étape historique.

L'U.N.E.F. est devenue sans conteste le grand syndicat national des étudiants. Le syndicalisme étudiant a fait ainsi la preuve de son efficacité dans les luttes et dans l'action permanente d'aide et de défense des étudiants. Le fait syndical est redevenu une réalité à l'Université. De la reconstruction, nous sommes passés à l'existence et au développement d'un syndicat qui marque la vie des universités et du pays.

Aujourd'hui, l'U.N.E.F. bénéficie d'une audience incontestée parmi les étudiants,

et d'un soutien massif et actif des enseignants, des travailleurs et de la population. L'U.N.E.F. fait désormais autorité sur l'ensemble des questions universitaires auprès de l'opinion publique et des organisations représentatives de la population.

L'U.N.E.F. est devenue le principal interlocuteur du gouvernement à l'Université. Implantée dans toutes les universités et dans tous les secteurs universitaires, elle est la seule organisation étudiante pouvant se prévaloir de la représentation de l'ensemble des étudiants.

Elle est devenue l'organisation syndicale dans laquelle l'ensemble des étudiants peut se reconnaître.

A. L'U.N.E.F. AU CŒUR DE LA VIE DES ETUDIANTS :

1) DES SERVICES QUOTIDIENS POUR UNE AIDE PERMANENTE

Aujourd'hui l'U.N.E.F. a créé et développé un ensemble de services sur le plan local et national qui fonctionnent quotidiennement. Ce sont des services sociaux, universitaires et culturels qui permettent de répondre aux besoins les plus immédiats des étudiants.

Dans chaque université peuvent fonctionner dès maintenant des services logements et emplois, un service de renseignements universitaires, des ciné-clubs, des centres de photocopies, des coopératives locales, une bourse aux livres. La création sur le plan national de « Voyage et Tourisme Universitaire » (V.T.U.) permettra à l'avenir de développer des voyages-vacances pour étudiants dès l'été 1975. L'U.N.E.F. a ainsi acquis une riche expérience et démontré sa capacité à répondre efficacement aux problèmes les plus urgents et les plus quotidiens des étudiants. Elle a fait découvrir à des dizaines de milliers d'entre eux ce qu'est le syndicat étudiant.

2) DES ELUS PAR MILLIERS POUR MIEUX SE DEFENDRE

Pour permettre à tous les étudiants d'être mieux défendus, et en permanence, d'être informés à temps des décisions qui les concernent, d'obtenir des conseils tout ce qui dépend d'eux — y compris le soutien à leurs luttes — l'U.N.E.F. a engagé une exceptionnelle campagne électorale. Aujourd'hui, après le grand succès de l'U.N.E.F. aux élections universitaires, ce sont près de 2.000 élus dont disposent les étudiants comme leur porte-parole dans les conseils, comme leur défenseur quotidien, comme leur recours permanent, comme autant « d'avocats personnels ».

3) DES COMITES D'AMPHI POUR MIEUX S'ORGANISER

Pour sortir les étudiants de leur isolement pour les aider à prendre conscience de leur force, pour leur permettre d'engager des actions locales et nationales, l'U.N.E.F. a diversifié son intervention par un effort considérable d'information et d'animation des U.E.R. et démultiplié la présence de ses militants syndicaux par la création de centaines de comités d'amphithéâtre et de T.D. L'efficacité accrue qui en a résulté pour les étudiants s'est accompagnée d'une possibilité nouvelle pour eux de s'organiser sur leur lieu de travail.

4) RASSEMBLER LES ETUDIANTS DANS LES LUTTES

L'U.N.E.F. a joué un rôle indispensable dans le rassemblement des étudiants. En élaborant des solutions véritables aux problèmes les plus aigus de l'Université

elle a permis le développement de luttes massives pour obtenir leur application.

Placés par les étudiants à la direction des luttes, les militants de l'U.N.E.F. ont fait preuve d'efficacité et de détermination. Dans l'application de ses projets sélectifs et rétrogrades, le gouvernement s'est heurté à l'opposition résolue de la masse des étudiants et a dû concéder des reculs importants.

5) ETRE UNIS AUX ENSEIGNANTS, AUX TRAVAILLEURS ET A LA POPULATION

La place grandissante de l'U.N.E.F. et le rôle permanent qu'elle joue à l'Université font d'elle une composante sociale à part entière dans le pays ce qui constitue autant d'acquis pour les étudiants.

L'U.N.E.F. est devenue le porte-parole national des étudiants pour les travailleurs et la population, face au Secrétariat d'Etat aux Universités et au gouvernement.

Elle peut aujourd'hui se fixer comme objectif de contraindre M. Soisson à ouvrir des négociations sérieuses sur les solutions qu'elle préconise et que les étudiants approuvent.

L'U.N.E.F. est devenue le lien permanent entre les étudiants et la population. Par des contacts étroits et réguliers qu'elle entretient avec les syndicats d'enseignants et de travailleurs, l'U.N.E.F. permet d'assurer une réelle solidarité entre les luttes des diverses catégories sociales de la population et les luttes des étudiants.

Cette autorité nouvelle se concrétise par des rapports nouveaux avec les grands moyens d'informations (presse radios et télévisions) permettant ainsi aux étudiants et à l'Université de prendre toute la place qui leur revient dans la vie du pays.

B. UNE GRANDE TACHE : UNIR TOUS LES ETUDIANTS !

Un étudiant isolé est un étudiant désarmé devant les multiples difficultés de sa vie quotidienne : trouver un logement, un emploi, obtenir le paiement de son terme de bourse, débrouiller l'écheveau compliqué de ses unités de valeur, bénéficier de photocopies, etc. Seul il ne peut intervenir efficacement dans la vie de son U.E.R. ou de son université, comme il n'a pas les moyens de se défendre seul contre les projets sélectifs du gouvernement, de voir qu'une autre vie d'étudiant est possible.

M. Soisson veut des étudiants isolés, désarmés vite gagnés par le découragement.

1) POUR ETRE FORTS, ETRE ENSEMBLE DANS L'U.N.E.F. !

Etre dans l'U.N.E.F. c'est cesser enfin l'épuisante et vaine recherche de la solution individuelle, c'est la possibilité de s'entraider entre étudiants, dans l'amphi l'U.E.R., au plan de l'université et au niveau national, par l'obtention de polys, de logements, d'emplois, de vacances moins chères...

Etre dans l'U.N.E.F., c'est participer avec les syndiqués à la discussion, participer à l'élaboration des revendications à l'organisation des luttes à tous les niveaux pour leur satisfaction.

Etre dans l'U.N.E.F. c'est se donner la garantie que tous ses intérêts seront défendus jusqu'au bout, les revendications des étudiants comprises et soutenues par la population et ses organisations.

Etre dans l'U.N.E.F. c'est se donner la possibilité de rester étudiant, c'est se

donner les moyens de devenir étudiant à part entière !

2) POUR L'UNION DE TOUS LES ETUDIANTS, L'U.N.E.F. OUVERTE A TOUS !

Lever les obstacles à l'union des étudiants, c'est lever tous les obstacles à l'adhésion à l'U.N.E.F.

Nous devons ouvrir toutes grandes les portes de l'U.N.E.F. sans aucun sectarisme, aucun à-priori. Il n'y a pas de cheminement spécial, de long murissement à faire pour venir à l'U.N.E.F. Il n'y a pas de tri préalable entre étudiants conscients, actifs ou inactifs.

3) ETRE ETUDIANT EST LE SEUL CRITERE D'ADHESION A L'U.N.E.F.

C'est ce que signifient nos statuts quand ils indiquent : « l'U.N.E.F. groupe au travers de ses associations membres tous les étudiants sans distinction d'appartenance politique ou religieuse, non contradictoire avec ses buts généraux et agit indépendamment de tout parti et de toute confession. »

A partir de là, il s'agit de permettre à chacun, sans lui demander d'être autre qu'il n'est, non seulement de prendre place à l'U.N.E.F., mais mieux encore, de prendre sa place, telle qu'il la conçoit, selon ses préférences, sa disponibilité.

Ce qui fait la richesse de l'U.N.E.F., sa force, sa capacité à appréhender tous les aspects de la vie des étudiants, c'est précisément sa diversité.

Chaque sujet de préoccupation, chaque problème qu'un étudiant rencontre dans sa vie, est une question qu'il peut résoudre grâce à son syndicat.

C'est dire qu'être syndiqué à l'U.N.E.F. n'est pas incompatible avec les préoccupations d'un étudiant, qui vont des conditions d'existence ou d'études à ses aspirations culturelles ou sportives. Au contraire, par le syndicat un étudiant peut trouver les moyens, les conditions de son épanouissement dans ces domaines trop délaissés à l'Université.

La permanence, la diversité de l'activité du syndicat élément décisif et vital pour chaque étudiant, est assurée par le comité U.N.E.F. de l'U.E.R. Celui-ci est l'outil syndical de l'U.E.R. à la portée de chaque étudiant, lui permettant de ne plus être isolé devant l'ensemble des problèmes qu'il vit quotidiennement.

Le comité U.N.E.F. lieu de rencontre, d'entraide et d'action syndicale des étudiants se fixe comme objectif d'aider et de défendre tous les étudiants de l'U.E.R. en liaison avec les autres comités des autres U.E.R.

Grâce au comité d'U.E.R., chaque étudiant a à son service une direction de l'action revendicative, un organisateur de l'aide quotidienne, un animateur de la vie culturelle des étudiants de l'U.E.R.

4) L'UNION DE TOUS LES ETUDIANTS DANS L'U.N.E.F., VOILA CE QU'IL NOUS APPARTIENT DE REALISER !

L'Union Nationale des Etudiants de France (U.N.E.F.) s'adresse à tous les étudiants :

« Tu es étudiant, tu as des difficultés pour vivre. Dans l'U.N.E.F. tu pourras bénéficier de l'entraide nécessaire et aider à l'organiser. Tu cesseras d'être seul aux prises avec le système D, le désert culturel des facs, les cités ghettos, les difficultés administratives.

Tu es étudiant, tu as des mauvaises conditions de travail, des difficultés à poursuivre tes études. Dans l'U.N.E.F. tu seras plus fort pour te défendre, tu auras les moyens d'agir efficacement pour que vive ton université, pour rester étudiant, pour avoir un métier qualifié. Avec l'U.N.E.F. tu pèseras de tout ton poids dans les décisions qui concernent la situation d'étudiant, le déroulement de tes études, ton avenir, l'université tout entière.

Etudiant de France, quelle que soit ta foi religieuse, que tu sois croyant ou athée, que tu aies ou non un engagement politique, que tu te dises de droite ou de gauche, que tu sois salarié, fils d'ouvrier, de paysans, de commerçant ou de P.D.G., que tu sois en début ou en fin d'études, et dans quelque matière que ce soit,

Nous te disons : tu es étudiant ; tu as ta place l'U.N.E.F., prends là ! »

C. FAIRE PROGRESSER L'UNEF

Un syndicat au cœur de la vie des étudiants et ouvert à tous les étudiants implique un développement quantitatif et qualitatif de notre activité à tous les niveaux.

1) LE RENFORCEMENT DU SYNDICAT : POUR UNE UNEF PLUS FORTE

En premier lieu, il n'est pas de tâche plus urgente que de renforcer la capacité de notre syndicat à intervenir sur toutes les questions, à répondre en permanence aux besoins et aux exigences des étudiants. Cette capacité repose pour une part déterminante sur notre bataille pour le renforcement du syndicat.

Cette bataille n'est pas une question interne posée aux seuls membres de notre syndicat. C'est une bataille décisive pour l'ensemble des étudiants. Il s'agit en effet d'accroître l'efficacité de l'outil syndical, de donner aux étudiants de nouveaux moyens pour se défendre et pour s'entraider.

La campagne d'adhésion et la campagne de souscription financière constituent les deux axes de cette bataille.

Elle doit faire l'objet d'une attention permanente de l'ensemble de nos directions, à tous les niveaux. Elle doit devenir l'affaire de tous les comités d'actions, de tous nos comités d'UER ou d'Amphi, de tous nos syndiqués.

2) LE SYNDICAT : RECOURS QUOTIDIEN POUR TOUS LES ETUDIANTS

Le syndicat, recours quotidien pour tous les étudiants, doit devenir une réalité dans toutes les universités, dans chacune des UER.

Il appartient à nos élus de devenir de véritables délégués syndicaux. Ce sont eux qui, représentent quotidiennement les étudiants, auprès des autorités universitaires, des enseignants et de l'ensemble des services de l'Université. Ce sont eux les animateurs de l'action revendicative. C'est par eux que s'exprime le syndicat au plan public de l'UER, de l'université ou de la ville.

L'élu personifie le syndicat aux yeux des étudiants de l'Amphi, de l'UER et de l'Université. Il est l'avocat permanent de chaque étudiant. Il est enfin l'animateur de nos services.

Ceux-ci doivent gagner en qualité et en permanence. Il doivent répondre aux besoins les plus divers des étudiants.

Aider concrètement la grande masse des étudiants à résoudre leurs difficultés quotidiennes, à ne pas céder au découragement, c'est l'objectif que nous devons nous fixer en développant nos services au niveau de chaque ville et de chaque université.

3) ETRE PRESENT SUR TOUS LES TERRAINS

Il n'est pas de préoccupation, de besoin auxquels l'U.N.E.F. ne puisse pas répondre par l'organisation des luttes ou des services. Il n'est pas de lieu où se trouvent les étudiants où l'U.N.E.F. ne puisse être présente.

C'est pourquoi nous devons répondre à toutes les questions d'actualité posées aux étudiants concernant les grands problèmes nationaux et internationaux.

C'est aussi pourquoi notre activité ne doit pas se limiter aux seules universités. En particulier l'U.N.E.F. doit être présente en tant que telle dans les résidences universitaires dans lesquelles les difficultés à être étudiants sont particulièrement ressenties.

Nous devons de ce point de vue renforcer nos liens avec les associations de la FRUF.

4) UNE VIE DEMOCRATIQUE PLUS GRANDE DANS LES C.A., C'EST UNE EFFICACITE PLUS GRANDE POUR LE SYNDICAT

Seul le C.A. par le fait qu'il est au plus près des étudiants, qu'il constitue pour eux le point d'attache qui leur permet de ne plus être isolé, permet à chaque adhérent de prendre sa place, d'être intégré à la vie de l'U.N.E.F.

Il revient au C.A. de permettre à chaque syndiqué de prendre en charge un aspect de la vie de l'U.N.E.F., donc des étudiants de l'UER, à quelque niveau que ce soit : il n'y a pas de tâches mineures au syndicat, comme il n'y a pas de syndiqués mineurs.

Il revient au C.A. de veiller à la vie démocratique du syndicat

— pour permettre la discussion entre tous, la mise au point collective des revendications,

— par une information permanente à tous les syndiqués, sans discrimination,

— par la tenue régulière des réunions. Dans cet esprit la formation de nos militants doit être un souci permanent et permettre une promotion rapide de nos cadres de C.A.

Chacun peut ainsi participer démocratiquement, en toute connaissance de cause aux décisions, dans le respect le plus absolu de la volonté et des choix personnels de chaque syndiqué.

Si les décisions sont prises à la majorité, il n'y a à l'U.N.E.F. aucune obligation d'appliquer des décisions avec lesquelles on est en désaccord.

C'est tout cela, et cela seul qui permet à chacun de prendre une part, si minime soit-elle, à la vie du syndicat, donc à sa propre défense.

Directeur de la publication :

René MAURICE

Imprimerie S.I.P.E.

32, rue de Ménilmontant, 75020 PARIS